



Union  
Africaine



Stratégie régionale de Stabilisation, de Redressement  
et de Résilience (SRS) des Zones du Bassin du  
Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram

**Quatrième réunion du Forum des Gouverneurs  
du Bassin du Lac Tchad**  
(N'Djamena, du 5 au 7 juillet 2023)

**COMMUNIQUÉ  
FINAL CONJOINT**

Du 5 au 7 juillet 2023, s'est tenue à N'Djamena, en République du Tchad, la quatrième réunion du Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad axée sur la coopération régionale en matière de stabilisation, de consolidation de la paix et de développement durable. Le Forum a été organisé par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et accueilli par le gouvernement du Tchad, avec le soutien technique de la Commission de l'Union africaine (CUA), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du gouvernement du pays hôte.

Les Gouverneurs des régions de l'Extrême-Nord et du Nord du Cameroun, des provinces de Hadjer-Lamis et du Lac du Tchad, de la région de Diffa du Niger et de l'État de Borno du Nigeria ont participé au Forum. Des représentants des Gouverneurs des États d'Adamawa et de Yobe au Nigeria étaient également présents. L'Union africaine (UA), le système des Nations Unies, les institutions multilatérales et bilatérales, les gouvernements donateurs, les organisations de la société civile, les chefs traditionnels et religieux et les médias étaient également présents.

À l'issue de ces de trois jours de session, le Forum :

**Félicite** les gouverneurs des huit territoires les plus touchés du bassin du lac Tchad au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria pour leur leadership politique, leur engagement et leur soutien dans la mise en oeuvre de la SRS sur leur territoire.

**Reconnaît** les progrès appréciables et significatifs accomplis dans la mise en oeuvre de la stabilisation, de la consolidation de la paix et du développement durable dans la région BLT depuis la réunion inaugurale du Forum des gouverneurs en mai 2018 à Maiduguri (Nigeria), sous la présidence du gouverneur de l'État de Borno (Nigeria).

**Rappelle** les piliers stratégiques, les principes directeurs et les objectifs de la SRS adoptés lors de la première conférence régionale à N'Djamena (Tchad) en 2017 et réaffirme la responsabilité première des États de la région et des gouverneurs des États les plus touchés, de protéger les populations sur l'ensemble de leur territoire.

**Salue** les efforts et les progrès substantiels réalisés par la Force multinationale mixte (FMM) et les pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), à savoir le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, plus le Bénin, dans la lutte contre les groupes terroristes dans la région notamment Boko Haram et l'État islamique dans le Grand Sahara), qui ont considérablement réduit la menace posée par ces groupes terroristes, renforcé la protection des civils et contraint de nombreux membres de ces groupes à la reddition.

**Souligne** que, malgré les succès opérationnels de la FMM et des forces de défense et de sécurité nationales, Boko Haram et d'autres groupes terroristes armés continuent d'opérer dans les pays de la région et demeurent une menace. Il y a donc nécessité d'intensifier les efforts visant à affaiblir davantage ces groupes terroristes et à les éliminer complètement.

**Note** qu'il est urgent que ceux qui quittent Boko Haram et l'État islamique soient réhabilités et réintégrés dans la communauté tout en garantissant la Justice pour les victimes, et appelle les États, les institutions et les partenaires du BLT à prendre des mesures pour relever ces défis, notamment en fournissant les ressources humaines et matérielles nécessaires.

**Reconnaît** les progrès accomplis pour faire face à la crise humanitaire dans la région et souligne que la situation demeure volatile, exacerbée par les chocs climatiques et les besoins en matière de développement, notamment : des déficits importants en matière d'alphabétisation, des crises économiques, le chômage endémique des jeunes, des phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents et graves et des catastrophes naturelles; et s'inquiète en outre de ce que la situation humanitaire se détériore davantage en raison des effets à long terme de la pandémie de la COVID-19 et, à cet égard, exprime l'urgence d'efforts collectifs pour répondre efficacement



à la pandémie et se reconstruire, dans le cadre de la lutte contre les crises multidimensionnelles dans la région.

**Reconnaît** l'engagement et le soutien indéfectibles de l'UA à l'égard de la FMM, comme le souligne le communiqué de la 973e réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur le rapport du président de la Commission sur la Force multinationale mixte contre Boko Haram, qui s'est tenue le 18 janvier 2021.

**Note** le rôle fondamental de la CBLT, des gouvernements infra-nationaux, des institutions et des partenaires dans la réponse à la reddition massive des combattants des groupes terroristes dans la région, saluant en particulier le modèle de Borno, et reconnaissant la nécessité de renforcer les initiatives communautaires de réintégration et de justice transitionnelle dans l'ensemble de la région BLT, y compris à travers la contribution de la société civile;

**Rappelle** les résolutions S/RES/2573 (2021) et S/RES/2475 (2019) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la protection des civils dans les conflits armés, soulignant l'impact particulier des conflits armés sur les femmes, les enfants (y compris en tant que réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) et d'autres civils qui peuvent présenter des vulnérabilités spécifiques (notamment les personnes handicapées et les personnes âgées), ainsi que les besoins de protection et d'assistance de toutes les populations civiles touchées.

**Réaffirme** que la protection des populations et des communautés englobe toutes les activités visant à lutter contre la violence, la coercition, la privation délibérée et les abus à l'égard des personnes, des groupes et des communautés dans le contexte des crises humanitaires, dans le respect des principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance et dans le cadre du droit international et en particulier du droit international des droits de l'homme (DIDH), du droit international humanitaire (DIH) et du droit des réfugiés.

**Reconnaît** qu'il importe de mieux comprendre le rôle et les implications des groupes d'autodéfense et des acteurs de la sécurité affiliés au gouvernement dans les efforts de stabilisation de la région, en vue d'éviter un regain d'instabilité et d'autres formes d'insécurité pendant la stabilisation.

**Et note** que le quatrième Forum a eu lieu à un moment historique où la mise en oeuvre de la SRS s'achemine vers la fin de sa première phase, offrant une occasion unique aux parties prenantes de la SRS de faire le point et d'envisager, pour la deuxième phase, des améliorations nécessaires dans les voies et moyens de mise en oeuvre de la SRS.

À la lumière des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la SRS depuis son lancement en 2018, et au cours de sa première phase qui doit s'achever en 2024, y compris des succès appréciables dans l'amélioration de la sécurité et des services de base dans la région, le Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad convient de ce qui suit:

- i. s'engager fermement à travailler avec leurs partenaires pour intensifier et renforcer les efforts conjoints visant à stabiliser, à consolider la paix et à favoriser le développement durable dans le bassin du lac Tchad, par l'amélioration des moyens de subsistance, la fourniture d'infrastructures, le renforcement de la sécurité, la restauration de l'autorité de l'État et le renforcement de la coopération transfrontalière ;
- ii. exhorter l'ensemble des partenaires à maintenir leurs engagements et leurs actions en faveur de la réalisation des objectifs de stabilisation, de redressement et de résilience ;



- iii. exhorter les partenaires à accorder une plus grande priorité au développement socio-économique dans la région BLT, en tant que principal moyen de mettre un terme à l'inécurité et faire face durablement à la crise dans toute la région ;
- iv. inviter l'Union africaine à poursuivre et à renforcer son soutien à la mise en oeuvre de la SRS, notamment en coordonnant les efforts de stabilisation déployés à l'échelle de la Commission et en apportant un soutien supplémentaire à la FMM afin qu'elle oeuvre en faveur de mesures de stabilisation plus larges dans la région du bassin du lac Tchad;
- v. demander instamment un soutien à l'échelle continentale et internationale à la fourniture d'une assistance supplémentaire à la FMM afin de lui permettre d'améliorer ses efforts pour mieux assurer la sécurité nécessaire à une mise en oeuvre plus efficace de la SRS ;
- vi. féliciter les gouvernements nationaux et infra-nationaux, les donateurs et le PNUD pour les résultats obtenus dans le cadre de la Facilité régionale de stabilisation (FRS), qui ont permis le retour de plus de 400 000 déplacées internes dans les quatre pays les plus touchés ;
- vii. exhorter les partenaires à redoubler d'efforts pour aider les autorités nationales et infra-nationales à trouver des solutions à la situation difficile dans laquelle se trouvent les réfugiés et les personnes déplacées dans la région BLT ;
- viii. souligner l'importance de garantir un financement plus durable, notamment en élargissant la base de partenariat incluant le secteur privé, afin de répondre aux ambitions accrues de stabilité dans la région du BLT;
- ix. reconnaître l'importance de la facilité spéciale d'exécution multipartenaires en tant que mécanisme de soutien essentiel pour la prochaine phase de la SRS et demander instamment aux partenaires de veiller à ce qu'elle soit rapidement étendue ;
- x. reconnaître le rôle croissant de la Banque africaine de développement dans le financement de la mise en oeuvre de la SRS ;
- xi. exhorter les partenaires à continuer à respecter les principes clés de la mise en oeuvre de la SRS ;
- xii. donner la priorité et mettre l'accent sur la durabilité et le passage à l'échelle des programmes et projets de la SRS sur leur territoire, en faire un objectif de conception et de réalisation dans la deuxième phase de la SRS, et établir les liens nécessaires avec le nouvel accord de libre-échange continental africain et le système d'intégration économique ;
- xiii. réaffirmer la nécessité de renforcer le nexus humanitaire - développement - paix, compte tenu de la nature complexe des défis dans la région et sur la base d'une compréhension plus systémique du contexte ;
- xiv. rester fermement attachés à l'adoption de mécanismes nationaux et/ou infra-nationaux de réconciliation et de réintégration fondées sur les principes du DDRR à base communautaire du BLT ;



- xv. poursuivre la réflexion commune sur le rôle des groupes d'autodéfense et des autres acteurs de la sécurité affiliés au gouvernement dans la région, en adoptant des lignes directrices et des actions opérationnelles (y compris celles visant à renforcer le contrôle et la professionnalisation de ces groupes), en adhérant aux normes internationales en matière de droits de l'homme et en créant des voies de réintégration dans la vie civile de leurs membres pendant la poursuite des efforts de stabilisation ;
- 
- xvi. s'appuyer sur les structures, processus et mécanismes existants pour réintégrer les ex membres des milices d'autodéfense et autres acteurs de la sécurité affiliés au gouvernement dans la vie civile et initiatives d'auto-emploi, plutôt que d'en créer de nouveaux, et inviter les Gouverneurs ainsi que les acteurs nationaux et les partenaires internationaux à inclure de telles dispositions dans leurs efforts en faveur de la paix et de la sécurité dans la région ;
- 
- xvii. veiller au respect du principe d'équité entre les anciens combattants réintégrés dans leur communauté et les communautés d'accueil ;
- 
- xviii. accélérer les efforts dans l'élaboration d'un cadre régional de justice transitionnelle pour BLT sur la base des systèmes et institutions existants et assurer un rétablissement durable et une résilience à long terme des communautés ;
- 
- xix. renforcer les efforts visant à développer les capacités locales et régionales pour faire face aux nouveaux défis en matière de sécurité climatique dans la région BLT, notamment en préconisant et en prenant des mesures respectueuses de l'environnement pour améliorer l'hydraulique des cours d'eau principaux et aménager le Lac Tchad ;
- 
- xx. prendre des mesures conjointes avec les partenaires pour améliorer les moyens de subsistance dans les zones frontalières de la région, notamment en augmentant les investissements et en améliorant la production agropastorale ; la mobilité, le commerce et la coopération transfrontalière; la mise en place des mesures d'incitation nécessaires; la formation professionnelle et technique; l'élimination de la violence sexuelle en tant qu'obstacle à la participation des femmes aux activités économiques; l'amélioration des cadres politiques et juridiques pertinents; le renforcement des capacités de gouvernance locale et des systèmes de résolution des conflits; l'amélioration des infrastructures; et le renforcement des contrats sociaux entre l'État et la société ;
- 
- xxi. tenir davantage compte du genre dans les défis la région BLT et de l'importance de veiller à ce que les priorités des femmes et des filles soient prises en compte dans les futurs efforts de stabilisation et de développement ;
- 
- xxii. redoubler d'efforts pour autonomiser les femmes et les jeunes et leur offrir de meilleures perspectives ;
- 
- xxiii. établir des partenariats solides avec le secteur privé, y compris les banques internationales et régionales, et fournir des mécanismes de financement nouveaux et innovants pour répondre à la nature urgente de la crise ;
- 
- xxiv. faciliter la forte mobilisation et l'engagement des organisations de la société civile dans la mise en oeuvre et le suivi de la SRS ;

- xxv. continuer à partager les bonnes pratiques et les modèles, et renforcer notamment l'échange transfrontalier de renseignements et d'informations ;
- xxvi. faire un rapport sur les progrès réalisés en ce qui concerne les priorités régionales susmentionnées lors de la prochaine réunion du Forum des Gouverneurs ;

**Exprime sa** gratitude à S.E. Mahamat Idriss Déby Itno, Président de la Transition de la République du Tchad, aux gouverneurs hôtes et au peuple tchadien pour leur hospitalité.

**Remercie** en outre le Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun pour son leadership et son engagement dans la conduite du Forum des Gouverneurs entre 2021 et 2023 et salue l'acceptation de la présidence du Forum des Gouverneurs du BLT par le Gouverneur de la province de Hadjer-Lamis.

**Reconnaît** l'immense soutien technique fourni par la Commission de l'Union africaine et le PNUD. Le Forum et la CBLT expriment en outre leur reconnaissance et leur gratitude pour le soutien financier apporté par le ministère des affaires étrangères d'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Hollande, et de la Banque africaine de développement, de l'Union européenne et du Japon.

**Remercie** en fin tous les participants, y compris les représentants de la société civile, les chefs traditionnels et religieux, les universitaires, les médias et les organisations partenaires, pour leur participation et leur engagement au cours de la réunion.

Le Forum des Gouverneurs du bassin du lac Tchad convient que le prochain Forum annuel se tiendra au Nigeria.

**Fait à N'Djamena, le 7 juillet 2023.**

**En Partenariat avec :**

